



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ASIE DU SUD

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE NEW DELHI

N° 21 – Du 20 au 26 mai 2022

En bref

Afghanistan : La gestion des aéroports afghans confiée aux Emirats arabes unis. L'Inde expédie 2000 tonnes de blé en Afghanistan par la frontière Attari-Wagah.

Bangladesh : Interventions de la Banque centrale pour freiner la dépréciation du taka. Renforcement de la sécurité alimentaire. Hausse des tarifs douaniers et restriction des importations.

Bhoutan : Le Japon accorde un prêt de 3,3 Mds JPY (240 M USD) au Bhoutan.

Inde : *Finances publiques :* Mesures pour protéger les consommateurs des tensions inflationnistes. Mesures pour contenir l'inflation alimentaire. Dividendes de la RBI de 59% inférieurs aux attentes gouvernementales. *Politique monétaire :* Dépréciation de la roupie. *Secteur bancaire et financier :* Faible succès de la plateforme d'achat d'obligations gouvernementales destinée aux investisseurs particuliers. *Intégration régionale :* L'Inde membre du volet économique de la stratégie indopacifique. Visite du Premier ministre Modi au Japon. Soutien de 50 Mds USD du Quad à la région Indopacifique. *Politique commerciale :* L'Inde refuse un accord contraignant sur la fourniture de céréales. Signature d'un accord d'investissement avec les Etats-Unis. *Informations sectorielles :* L'Ambassade de France et le think tank CEEW organisent un atelier technique sur l'hydrogène décarboné à New Delhi. Construction par Greenko d'un projet sans précédent alliant solaire et éolien. EDF Renouvelables remporte un projet éolien de 300MW. JKC annonce de nouvelles nominations au sein de l'équipe dirigeante. Résultats d'IndiGo au 4^{ème} trimestre: La perte se creuse à 216 M USD. Environ 10,8 M de passagers ont voyagé en avril sur les vols intérieurs, selon la DGCA. Présentations de la première image de l'avion d'Akasa Air, lancement des opérations commerciales en juillet. *Autres informations :* Surcoûts pour 27% des grands projets d'infrastructures. Diminution des emplois dans le cadre du MGNREG.

Népal : Les tarifs des transports publics augmentent à partir de mardi, pour la deuxième fois en une semaine. L'assemblée générale spéciale de la *Nabil Bank* approuve l'acquisition de la NBB. Dépréciation de la roupie népalaise.

Pakistan : Déplacement du ministre pakistanais du Commerce et de l'Investissement en France. Echec du 2^{ème} round de négociations sur la 7^{ème} revue de la facilité élargie de crédit, précédemment à l'annonce d'une augmentation du prix de l'essence. Ebauche de projet de loi de finances 2022/23 fragilisée par les incertitudes concernant l'agenda politique du Pakistan. *Petroleum State Oil* au bord du dépôt de bilan. Le Pakistan pourrait devoir dépenser 1,5 Md USD pour compenser les perturbations de l'approvisionnement en blé. Nouvelle hausse du taux directeur de 150 pdb, extension annoncée des 3 Mds USD de dépôts saoudiens à la SBP.

Sri Lanka : Désignation d'un ministre des Finances et d'un conseiller financier. Pas de reprise des transferts de devises par les travailleurs migrants en avril. Maintien des taux directeurs par la Banque centrale. Nouvelles mesures de la Banque centrale pour restreindre les importations et soutenir les banques. Financements-relais et soutiens bilatéraux.

Afghanistan

La gestion des aéroports afghans confiée aux Emirats arabes unis

Les talibans et les Émirats arabes unis ont signé un accord régissant la gestion de quatre aéroports afghans à Kaboul, Kandahar, Mazar-e-Sharif et Herat. L'accord a été signé cette semaine, en présence de M. Razzaq Aslam, représentant du groupe émirati GAC et de M. Hamidullah Akhundzada, ministre par intérim des Transports et de l'Aviation.

Pour mémoire, après la prise de contrôle des talibans en août dernier, l'aéroport international de Kaboul bénéficiait du soutien conjoint de la Turquie et du Qatar pour aider aux opérations et à la sécurité de l'aéroport.

L'Inde expédie 2000 tonnes de blé en Afghanistan par la frontière Attari-Wagah

Le gouvernement indien a envoyé un nouveau lot de 2 000 tonnes de blé en Afghanistan, lundi, par la frontière Attari-Wagah. Selon un communiqué de presse du ministère pakistanais des Affaires étrangères, le gouvernement pakistanais a approuvé en novembre 2021 le transport de 50 000 tonnes de blé et de médicaments de l'Inde vers l'Afghanistan par la frontière de Wagah, à titre exceptionnel et à des fins humanitaires.

Dans la foulée, le ministère des Finances afghan a suspendu toutes les autorisations de commerce ou d'exportation du blé. Le blé est la principale source d'alimentation du pays. On estime que l'Afghanistan a besoin de plus de six millions de tonnes de blé chaque année pour nourrir ses 33 millions d'habitants.

Selon le Programme alimentaire mondial, plus de 22 millions de personnes souffrent de la faim tandis que les Nations unies estiment que la faim et les pénuries alimentaires touchent jusqu'à 97 % de la population afghane.

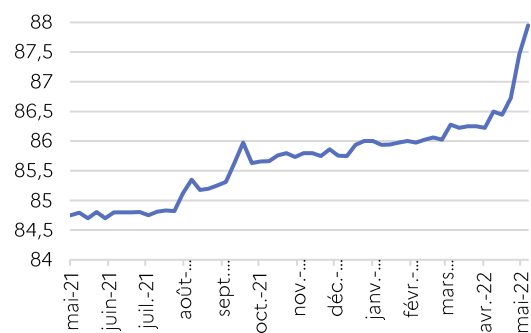
Bangladesh

Interventions de la Banque centrale pour freiner la dépréciation du taka

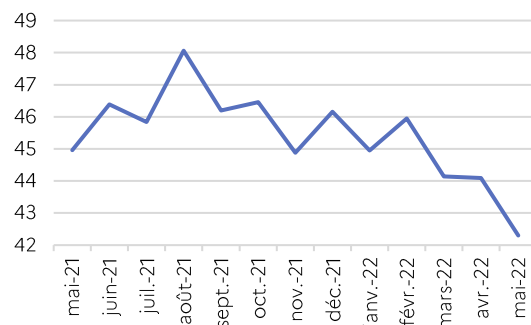
Le taka s'est déprécié de 1,6% face au dollar en trois semaines, portant le taux de change de 86,5 BTD pour 1 USD à 87,9 BTD pour 1 USD. Depuis le début du mois, la Banque du Bangladesh a procédé à des interventions à hauteur de 1,7 Md USD sur le marché des changes afin de contrôler l'effritement de la monnaie qui pèse sur les importations dans le contexte d'une hausse des cours mondiaux des matières premières.

Depuis le début de l'exercice budgétaire 2021/22, la Banque centrale a vendu 5,6 Mds USD à différentes banques locales afin de stabiliser le taux de change. En conséquence, les réserves de change ont été ramenées de 48 Mds USD (un an d'importations) en août 2021 à 42,3 Mds USD, soit l'équivalent de seulement six mois d'importations.

Evolution du taux de change BTD / 1 USD



Réserves de change sur un an (Mds USD)



Renforcement de la sécurité alimentaire

Le gouvernement indien a autorisé la *National Federation of Farmers' Procurement* (NCOF) à exporter 300 000 tonnes de blé vers le Bangladesh sous la forme d'un contrat de gouvernement à gouvernement (G2G). Le prix doit encore être déterminé dans les négociations à venir. Pour plus de précisions, ces importations, soit 200 000 tonnes seront livrées via le port de Chattogram, tandis que les 100 000 tonnes restantes seront acheminées pour moitié via les ports de Mongla et Khulna et pour moitié par voie ferrée. La NCOF a promis que la livraison débiterait dès réception de la lettre de crédit et s'étalerait sur un maximum de 120 jours. Pour rappel, l'Inde avait suspendu ses exportations de blé le 14 mai, excepté les engagements préalables pris dans le cadre de l'émission d'une lettre de crédit. Le gouvernement indien avait également affirmé mener une réflexion sur les mesures de soutien à des pays voisins en difficulté.

Selon le ministère de l'Agriculture, le Bangladesh a importé 5,3 M de tonnes de blé durant l'exercice budgétaire précédent, dont près de la moitié (45%) en provenance d'Ukraine et de Russie, tandis que 490 000 tonnes avaient été importées d'Inde, soit 9,3% des importations.

Par ailleurs, le gouvernement a annoncé une hausse des subventions pour les fertilisants, portées de 870 M USD lors de l'exercice précédent à 1,7 Md USD pour l'exercice 2022/23. Lors de la présentation du budget, le gouvernement avait prévu une cible de 1,1 Md USD, mais compte tenu de ce que les dépenses avaient déjà atteint 1,5 Md USD au mois d'avril, un relèvement semblait inévitable.

Hausse des tarifs douaniers et restriction des importations

Le gouvernement a imposé un relèvement des tarifs douaniers sur 135 produits de luxe importés avec une tranche maximale égale à 20% de la valeur des biens. Ces produits, parmi lesquels des fruits, des fleurs, du mobilier et des produits cosmétiques, étaient auparavant soumis à des droits de douane compris entre 0 et 3%.

En parallèle, le gouvernement prévoit d'imposer une restriction sur les importations sur une liste de produits « non-essentiels », dans le but de maîtriser le déficit de la balance commerciale et de stabiliser le marché des changes sans puiser dans les réserves de change (voir supra). La liste exacte des produits concernés n'a pas encore été publiée.

Bhoutan

Le Japon accorde un prêt de 3,3 Mds JPY (240 M USD) au Bhoutan

Le gouvernement du Japon a accordé un prêt d'aide publique au développement (APD) de 3,3 Mds JPY (240 M USD) au gouvernement du Bhoutan à un taux concessionnel et à des conditions de remboursement favorables (non précisées) afin de soutenir les efforts de redressement économique du Bhoutan après la pandémie de Covid-19. La signature de l'accord s'est faite en présence de l'Ambassadeur du Bhoutan au Japon, V. Namgyel, et du Chargé d'Affaires de l'Ambassade du Japon à New Delhi, M. Kawazu Kunihiko à New Delhi. Lors de la cérémonie de signature, l'ambassadeur V. Namgyel a déclaré que la gestion de la pandémie par le Bhoutan avait été exemplaire. La priorité du gouvernement bhoutanais est désormais de relancer l'économie qui a très sérieusement pâti des effets de la pandémie.

Inde

Finances publiques

Mesures pour protéger les consommateurs des tensions inflationnistes

Le gouvernement a annoncé un ensemble de mesures pour alléger les pressions inflationnistes que subissent les consommateurs depuis plusieurs mois. Les mesures annoncées sont :

- (i) La réduction des droits d'accise sur le pétrole et le diesel qui reviennent ainsi au

niveau de 2019, cette mesure devrait coûter près de 1 Md INR (13 M USD) au gouvernement central en 2020/23 soit 2,5% des recettes totales budgétées pour l'exercice et 0,4% du PIB. Selon HSBC, l'impact sur l'inflation directe et indirecte devrait être de 0,5 point de pourcentage. Après les hausses concédées entre mars et mai, le gouvernement a de nouveau fait le choix du gel des prix de l'énergie;

- (ii) La réduction de la TVA sur le pétrole et le diesel décidée par certains Etats fédérés dont le Kerala, le Rajasthan, l'Odisha et le Maharashtra;
- (iii) Le doublement des subventions à l'achat d'engrais à 2,2 Mds INR (28,3 M USD) qui représente un surcoût de 0,4% du PIB;
- (iv) Des subventions pour le gaz de 200 INR par bonbonne jusqu'à 12 bonbonnes pour les 90 millions de bénéficiaires du *Pradhan Mantri Ujjwala Yojana*, un programme de fourniture de gaz aux foyers les plus pauvres, ce qui devrait coûter au gouvernement 61 Mds INR par an (785 M USD) soit 0,1% des dépenses budgétées et environ 0,02% du PIB;
- (v) Enfin les droits de douane ont été réduits, voire levés sur certaines matières premières, dont le coke et le ferronickel, pour soutenir la filière sidérurgique tandis que les taxes à l'exportation d'acier ont été réhaussées.

Au total ces mesures représenteraient 0,8% du PIB, toutefois la collecte de GST et des autres taxes apparaît satisfaisante et le dérapage budgétaire devrait se limiter à 0,2% du PIB, selon les analyses d'HSBC, alors que le déficit budgété pour 2022/23 était de 6,4% du PIB. La ministre des Finances a déclaré que le manque à gagner serait entièrement assumé par l'Etat central.

Alors que les anticipations de taux directeurs de la Banque centrale sont orientées à la hausse dans les prochaines semaines, après un relèvement de 40 points de base (4,40%) lors du dernier Comité de politique monétaire extraordinaire, le plan d'emprunt du gouvernement se trouve encore une fois mis en difficulté par une dérive inattendue des dépenses publiques à moins de deux mois du début de l'exercice budgétaire (avril 22-mars 23).

Mais la reprise économique dépend dans une large mesure de la vigueur de la consommation intérieure, qui représentait plus de 60% du PIB au T3 2021/22, alors que l'indice des prix à la consommation a progressé de 7,8% en glissement annuel en avril.

Mesures pour contenir l'inflation alimentaire

Le gouvernement indien a annoncé de nouvelles mesures pour limiter l'inflation alimentaire, dont les restrictions à l'exportation de sucre (et non pas leur suspension) à partir du 1^{er} juin prochain et l'exemption de droits de douane des importations d'huile de soja et de tournesol. Les restrictions à l'exportation sur le sucre ne devraient pas concerner celles en direction de l'Union européenne et des Etats-Unis.

L'Inde est le deuxième producteur de sucre dans le monde après le Brésil, pour la première fois les exportations indiennes de sucre ont dépassé la barre des dix millions de tonnes en 2021/22, soit une hausse annuelle de 65%.

Le gouvernement avait déjà suspendu les exportations de blé (voir [Brèves n°20](#)). Ces mesures interviennent alors que l'inflation alimentaire était passée de 7,7% en mars à 8,4% en avril. Les prix des denrées alimentaires comptent pour 54,2% de l'inflation totale, qui a atteint 7,8% en avril, contre 7% en mars.

Plusieurs pays dont la Corée du sud, les Emirats Arabes Unis et Oman ont formulé des requêtes spéciales demandant à l'Inde de revenir sur sa décision de suspendre les exportations de blé.

Dividendes de la RBI de 59% inférieurs aux prévisions gouvernementales

La Banque centrale indienne (RBI) a annoncé le montant des dividendes versés à l'Etat central pour l'exercice 2021/22 achevé en mars dernier. Ces dividendes s'élèvent à 303 Mds INR (4 Mds USD), soit 59% de moins que le montant prévu par le gouvernement et annoncé dans le budget 2021/22 (740 Mds INR soit 9,5 Mds USD). Ils sont également largement inférieurs au niveau de 2020/21 de 991 Mds INR (13 Mds USD).

Cette diminution s'explique en partie par la hausse des taux *reverse repo* et des intérêts que

la RBI a dû verser aux banques qui avaient déposé leurs liquidités excédentaires.

Quand bien même le gouvernement recevrait les dividendes espérés de la part des banques publiques, à savoir 100 Mds INR (1,3 Md USD), le manque à gagner atteindrait 300 Mds INR, remettant encore davantage en question l'équilibre budgétaire (voir *supra*).

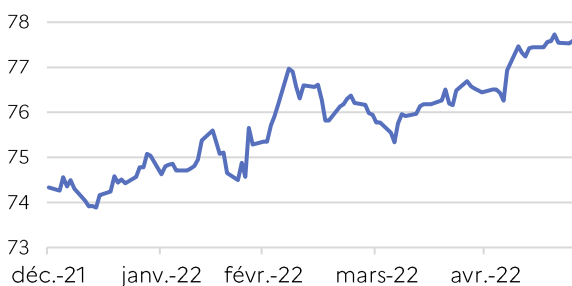
Politique monétaire

Dépréciation continue de la roupie

La roupie indienne a dépassé la barre des 77 INR pour un USD depuis le 9 mai (77,54), un record historique. Elle a enregistré un maximum le 20 mai à 77,85 avant de revenir à 77,5 INR pour un USD le 25 mai.

La monnaie est fragilisée par l'inflation persistante, la hausse des taux d'intérêt et les dégagements des investisseurs étrangers. Or l'économie indienne se caractérise par un déficit commercial structurel qui devrait s'accroître encore après avoir atteint 20,1 Mds USD en avril, soit une hausse de 31,5% en glissement annuel.

Taux de change INR/USD



Secteur bancaire et marchés financiers

Faible succès de la plateforme d'achat d'obligations gouvernementales destinée aux investisseurs particuliers

La plateforme lancée par la RBI *Retail Direct platform* destinée à permettre l'achat direct d'obligations gouvernementales par les particuliers n'a compté que 73 713 enregistrements depuis son lancement en

novembre. Les investisseurs n'ont acheté que pour 960 M INR, soit à peine 12,4 M USD. Après un pic de 45 847 enregistrements le premier mois, ces derniers ont décliné à 3 590 en avril.

La faible inclination pour les titres publics résiderait dans un manque d'incitations fiscales et l'insuffisance des programmes de sensibilisation. En effet, de nombreux plans d'épargne gérés par le ministère des Finances sont bien plus populaires car offrant des avantages fiscaux alors que les titres d'Etat n'en offrent aucun. Par exemple les intérêts du *Public Provident Fund* sont exonérés d'impôts.

Intégration régionale

L'Inde membre du volet économique de la stratégie indopacifique

A l'occasion de la visite au Japon de Joe Biden dans le cadre du sommet du Quad, le dirigeant américain a annoncé la création du nouveau partenariat économique en Asie-Pacifique regroupant dans un premier temps treize pays, dont l'Inde mais sans la Chine. Ce partenariat semble en effet avoir pour but de gérer la réorganisation des chaînes de valeur hors de Chine.

Le Cadre économique pour l'Indopacifique (*Indopacific Economic Framework*, IPEF) n'est pas présenté comme un projet d'accord commercial classique, pour ne pas faire écho au Partenariat transpacifique rejeté par l'administration Trump.

L'IPEF prévoit davantage d'intégration entre ses pays membres dans quatre domaines clés : (i) le commerce, à travers des engagements inclusifs et équitables dans le but de développer de nouvelles approches notamment grâce à l'économie numérique et l'échange d'informations, (ii) des chaînes d'approvisionnement plus diverses, durables, transparentes et sûres, (iii) les énergies vertes dans le cadre des engagements de l'Accord de Paris sur le climat et (iv) la fiscalité, la lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent pour promouvoir une concurrence juste.

Les pays membres devront adhérer à tous les composants d'un domaine mais ne seront pas

tenus de s'engager dans tous les domaines. La presse estime que les négociations devraient durer entre 12 et 18 mois.

Au lancement de l'IPEF, le Premier ministre indien a affirmé l'engagement de l'Inde dans cette initiative et déclaré que l'Inde « œuvrerait à un Cadre économique pour l'Indopacifique flexible et inclusif ». Toutefois les récents développements, en particulier afférents à la politique commerciale, tendent à nuancer la capacité de l'Inde à s'intégrer pleinement dans un tel dispositif. En effet, l'Inde applique les droits de douane les plus élevés parmi les pays de l'IPEF, s'élevant en moyenne à 6,2% contre 2,4% pour l'IPEF, selon les données de la Banque mondiale.

En outre, l'Inde profiterait marginalement de la multiplication des échanges entre pays membres. En effet elle réalise un tiers de ses exportations avec les pays de l'IPEF qui fournissent 26% de ses importations mais la répartition est très inégale : les Etats-Unis comptent pour 18% des exportations indiennes (suivis par Singapour à 2,6% puis l'Indonésie à 2%) et 7% des importations (Singapour à 3,1% puis l'Indonésie à 3%).

Visite du Premier ministre Modi au Japon

Le Premier ministre s'est rendu au Japon pour une visite de deux jours, dans le cadre du sommet du Quad, rassemblant les dirigeants américain, australien, indien et japonais. Narendra Modi a déclaré que le Japon était un « partenaire indispensable » du développement de l'Inde et rencontré des représentants de grandes entreprises japonaises dont le géant de l'électronique NEC Corporation et l'entreprise de prêt-à-porter Uniqlo. Le Premier ministre a promu les opportunités d'investissement offertes par les *Production Linked Incentive Schemes* (PLI). Les parties ont discuté des réformes envisageables pour améliorer le climat des affaires en Inde.

Le Japon est le cinquième investisseur en Inde en termes de flux d'IDE cumulés depuis 2000 (37 Mds USD), selon les [données du Département pour la promotion de l'industrie et du commerce international](#), derrière les Pays-Bas (41 Mds USD) et devant le Royaume-Uni (32 Mds USD).

Soutien du Quad de 50 Mds USD à l'Indopacifique

Les membres du Quad conviennent d'un soutien supplémentaire de 50 Mds USD à la région Indopacifique d'ici les cinq prochaines années pour réduire le déficit d'infrastructures.

Sans nommer Sri Lanka, les dirigeants du Quad ont également décidé de s'attaquer aux problèmes d'endettement auquel sont confrontés les pays de la région. Ils ont annoncé vouloir travailler au renforcement des capacités des pays face aux problèmes d'endettement conformément au cadre commun du G20 (*Common Framework*), par la promotion de la soutenabilité de la dette et de sa transparence, en collaboration avec les autorités financières nationales et le *Quad Debt Management Resource Portal*, une assistance bilatérale et multilatérale pour le renforcement des capacités.

Les membres du Quad ont également lancé une nouvelle initiative dans le domaine maritime : the *Indo-Pacific Partnership for Maritime Domain Awareness* (IPMDA) pour combattre la pêche illégale et répondre aux catastrophes humanitaires dans la région. Cette initiative est dirigée contre la Chine, régulièrement accusée de pratiques illégales.

Politique commerciale

L'Inde refuse un accord contraignant sur la fourniture de céréales

Le ministère du Commerce indien a fait savoir que l'Inde était disposée à fournir des céréales au Programme Alimentaire Mondial (PAM) mais ne soutiendrait pas un accord contraignant à ce sujet lors de la prochaine réunion ministérielle de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) le mois prochain. Les autorités indiennes ont déclaré qu'un tel accord limiterait les possibilités de fournir une aide alimentaire directe à ses voisins, en particulier le Bangladesh et Sri Lanka.

Ces déclarations interviennent dans le contexte d'une pression accrue de près de 80 pays, menés par Singapour, en faveur d'un accord contraignant. L'Inde souhaite plutôt que l'OMC autorise des exportations bilatérales de grains à

partir des stocks publics, comme une aide alimentaire à des fins humanitaires.

Signature d'un accord d'investissement avec les Etats-Unis

L'Inde et les Etats-Unis ont signé, à l'occasion du sommet du Quad au Japon un *Investment Incentive Agreement* (IIA) qui a pour objectif d'accélérer les investissements en Inde de l'*US International Development Finance Corporation* (IDFC). La proposition d'investissement atteint 4 Mds USD dans les domaines tels que la santé, la production de vaccins, les énergies renouvelables, le financement des PME, l'inclusion financière et les infrastructures. Le nouvel IIA remplace le précédent signé en 1997. Les agences américaines, dont l'IDFC, sont actives en Inde depuis 1974 et ont investi 5,8 Mds USD, dont la moitié, soit 2,9 Mds USD, n'ont pas encore été décaissés.

Les Etats-Unis sont le troisième investisseur en Inde en termes de flux d'IDE cumulés depuis 2000 (54 Mds USD), selon les [données du Département pour la promotion de l'industrie et du commerce international](#), derrière Singapour (131 Mds USD) et devant les Pays-Bas (41 Mds USD).

Informations sectorielles

Energies renouvelables

L'Ambassade de France et le think tank CEEW organisent un atelier technique sur l'hydrogène décarboné à New Delhi

L'Ambassade de France en Inde et le think tank CEEW ont conjointement organisé, lundi 23 mai 2022, un atelier technique sur l'hydrogène décarboné regroupant des entreprises et institutions indiennes et françaises. Cet atelier introduit par M. Emmanuel Lenain, Ambassadeur de France en Inde, Dr. Vandana Kumar, *Additional Secretary* du ministère indien de l'électricité et des énergies renouvelables, et M. Jean Bernard Lévy, PDG d'EDF s'est articulé autour de trois sessions sur (i) le cadre réglementaire pour permettre un développement sûr de l'hydrogène décarboné, (ii) la certification du contenu carbone de

l'hydrogène, et (iii) la construction de partenariats industriels entre la France et L'Inde.

Cet atelier concrétise la volonté des deux pays d'étendre leur partenariat à l'hydrogène décarboné conformément au mandat donné le 4 mai 2022 par le Président Emmanuel Macron et le Premier ministre Narendra Modi dans leur communiqué conjoint.

Construction par Greenko d'un projet sans précédent alliant solaire et éolien

Greenko, un des leaders dans le développement des énergies renouvelables en Inde, a débuté dans l'Andhra Pradesh la construction du plus grand projet de production et stockage d'énergie renouvelable en Inde à ce jour, d'une puissance totale de 5230 MW. 3000 MW seront produits par une centrale solaire photovoltaïque et 550 MW par une ferme éolienne, associés à un stockage hydroélectrique (STEP) de 1680 MW pouvant stocker l'équivalent de 10800 MWh quotidiennement. Le projet devrait être mis en service fin 2023.

À terme, ce projet a pour objectif de fournir en électricité les États du Rajasthan, du Bengale Occidental et du Bihar mais aussi les entreprises Ayana Renewable Power et Arcelor Mittal. Cette dernière finance d'ailleurs 600 M USD – soit 1 000 MW - sur les 3 Mds USD estimés pour l'ensemble du projet.

EDF Renouvelables remporte un projet éolien de 300MW

La Solar Energy Corporation of India (SECI) a lancé en octobre dernier un appel d'offres pour construire 1,2 GW de capacité éolienne (SECI XII). C'est le douzième de treize appels d'offres lancés par la SECI à ce jour pour construire un total de 17,5GW de projets éoliens.

À cette occasion, EDF Renouvelables a remporté 300 MW au prix de 2,93 INR/kWh, soit 35,3 EUR/MWh. Les autres lauréats de l'appel d'offres sont les entreprises indiennes NTPC (200 MW – 2,89 INR/kWh), JSW Neo Energy (300 MW – 2,94 INR/kWh) et Torrent Power (300 MW – 2,94 INR/kWh). Le prix le plus bas (NTPC) est environ 7% plus élevé que celui du précédent appel d'offres SECI XI de septembre 2021 (2,69

INR/kWh). Par ailleurs, 100 MW n'ont pas été attribués faute d'offres compatibles suffisantes.

Aéronautique

JKC annonce de nouvelles nominations au sein de l'équipe dirigeante.

[Jalan Kalrock Consortium \(JKC\) a annoncé de nouvelles nominations](#) pour l'équipe de direction de Jet Airways, alors que la compagnie aérienne se prépare à faire un retour historique avec un changement de propriétaire, un nouveau financement et une nouvelle direction. Selon un communiqué de presse publié par Jet Airways, les personnes nommées au sein de l'équipe de direction de Jet Airways sont Prabh Sharan Singh, Directeur en charge du numérique ; HR Jagannath, Vice-président en charge de l'ingénierie ; Mark Turner, VP en charge des produits et services en vol et Vishesh Khanna, VP chargé des ventes, de la distribution et de la relation client. Ils viennent ainsi rejoindre Sanjiv Kapoor déjà en poste comme Directeur Général. La compagnie ayant obtenu son certificat d'exploitation (*Air Operator Certificate*) le 20 mai, l'exploitation commerciale, d'abord sur le marché intérieur, devrait reprendre en juillet.

Résultats d'IndiGo au 4^{ème} trimestre: La perte se creuse à 216 M USD

Le chiffre d'affaires consolidé de la compagnie a augmenté de [29% pour atteindre 1 Md USD au quatrième trimestre de l'exercice 2021/22](#).

InterGlobe Aviation, qui exploite des vols sous la marque IndiGo, a annoncé mercredi que sa perte consolidée s'était creusée à 216 M USD pour le trimestre se terminant le 31 mars 2022, la hausse du prix du carburant ayant plus pesé que le rebond de la demande de transport aérien. La société avait enregistré une perte consolidée de 147 M USD au cours de l'année précédente, lorsqu'une pandémie avait entraîné une chute de la demande. Les prix du carburant au quatrième trimestre de 2021/22 ont augmenté de 61% par rapport à la même période de l'année précédente, a indiqué la compagnie aérienne.

Cependant, la reprise de la demande de voyages aériens a permis aux recettes d'exploitation consolidées de la compagnie de faire un bond de

29% pour atteindre 1,0 Md USD au quatrième trimestre de l'exercice 2021/22, contre 802 M USD au quatrième trimestre de l'exercice 2020/21.

Environ 10,8 M de passagers ont voyagé en avril sur les vols intérieurs, selon la DGCA

Les taux d'occupation de passagers étaient supérieurs à 78% pour tous les principaux transporteurs privés indiens en avril, a déclaré la [Direction générale de l'aviation civile](#) (DGCA).

Environ 10,8 M de passagers ont pris l'avion en avril dans le cadre de vols intérieurs, soit environ 2% de plus qu'en mars, a déclaré vendredi le régulateur indien.

Le trafic passagers en Inde a enfin retrouvé sa valeur pré pandémie.

[Présentations de la première image de l'avion d'Akasa Air, lancement des opérations commerciales en juillet](#)

La [compagnie aérienne a récemment réaffirmé](#) son engagement d'être sur la bonne voie pour recevoir son premier avion en Inde d'ici juillet 2022. Elle prévoit de faire voler 18 appareils d'ici la fin du mois de mars 2023 sur les lignes intérieures vers les villes de niveau 2 et 3. Akasa Air exploitera une flotte d'avions 737 MAX neufs, propulsés par le moteur CFM LEAP B à haut rendement énergétique selon un modèle low cost.

La compagnie a signé un accord de 9 Mds USD avec le grand avionneur américain Boeing pour 72 avions 737 en deux variantes - 737-8 et le 737-8-200 à haute capacité.

Autres informations

[Surcoûts pour 27% des grands projets d'infrastructures](#)

Selon le ministère des Statistiques, quelque 425 projets d'infrastructure impliquant chacun un investissement d'au moins 1,5 Md INR (19 M USD), sur un total de 1 579 projets, ont été affectés par des surcoûts de plus de 4 830 Mds INR (62 Mds USD). Ce sont ainsi 27% des projets qui sont concernés en plus de 664 projets qui accusent du retard (42%). Le coût total de mise en œuvre de

ces projets avait été évalué à près de 22 000 Mds INR (283 Mds USD) mais a été revu à près de 26 800 Mds INR (345 Mds USD), les surcoûts représentant ainsi 22% du coût initial total.

Sur les 664 projets retardés, 14% le sont d'un à douze mois, 19% entre 13 et 24 mois, 50% entre 25 et 60 mois et 17% accusent un retard de plus de 61 mois, soit cinq ans. Le retard moyen est de 42 mois. Les raisons de ces délais seraient à trouver dans l'acquisition des terrains, l'obtention des autorisations forestières et environnementales, la pandémie et les restrictions sanitaires, entre autres. Enfin il semblerait que le suivi des coûts n'ait pas été réalisé pour de nombreux projets et le surcoût total serait sous-évalué.

Pourtant l'un des principaux éléments bridant le potentiel de croissance indien tient justement à un déficit d'infrastructures. La Banque Asiatique de Développement estime ainsi le besoin indien en infrastructures à 230 Mds USD par an, dont il résulte une insuffisance annuelle de l'ordre de 100 Mds USD; à titre de comparaison, les hypothèses du gouvernement indien sont beaucoup plus conservatrices, dans la mesure où il estime le besoin de financement annuel en infrastructure à 150 Mds USD.

Diminution des emplois du MGNREG

Le programme *Mahatma Gandhi National Rural Employment Guarantee* a vu une réduction de ses emplois en avril. Le nombre de foyers à en avoir bénéficié a été réduit de 12,7% à 18,5 M contre 21,2 M en avril 2021. Le programme vise à fournir un emploi aux travailleurs pauvres en particulier pendant la saison agricole creuse. La réduction des emplois en avril, dans un contexte où la récolte était en cours, témoigne de l'amélioration du marché du travail urbain et d'éventuels déplacements de travailleurs vers les villes. Pour rappel, les travailleurs migrants dans les villes avaient été les premières victimes des confinements, dans la mesure où, laissés sans ressources, ils étaient massivement rentrés dans leurs villages.

Népal

Les tarifs des transports publics augmentent à partir de mardi, pour la deuxième fois en une semaine

Le gouvernement a augmenté les tarifs des transports pour la deuxième fois en une semaine, en raison de la récente hausse des prix du carburant. La *Nepal Oil Corporation* (NOC) a en effet augmenté dimanche les prix des produits pétroliers de 10 roupies par litre, portant les prix de l'essence à 180 NPR par litre et du diesel et du kérosène à 163 NPR par litre.

En conséquence, le département de la gestion des transports (DoTM) a indiqué que les tarifs des transports publics avaient été augmentés de 2,1%, tandis que ceux des transports de marchandises dans les régions des collines et du Teraï avaient été relevés, de 2,7 % et de 3 %, respectivement. Le 18 mai, le DoTM avait déjà augmenté les tarifs de transport de 5,1 %.

La décision a été prise sur la base du système de tarification automatique mis en place dans les entreprises de transport. Pour mémoire, toute augmentation ou diminution des prix du carburant de cinq pour cent ou plus entraîne automatiquement un changement des tarifs des transports publics.

L'assemblée générale spéciale de la Nabil Bank approuve l'acquisition de la NBB

La Nabil Bank a reçu l'approbation de ses actionnaires pour l'acquisition de la Nepal Bangladesh Bank (NBB) après que l'assemblée générale annuelle spéciale tenue samedi eut approuvé la proposition.

La *Nepal Rastra Bank* (NRB) a ouvert la voie fin février à l'acquisition officielle de la *Nepal Bangladesh Bank* (NBB) par la *Nabil Bank* en donnant son accord à la fusion des deux institutions financières. À cet égard, la NRB a demandé aux deux banques d'achever leur processus de fusion dans les six prochains mois.

Pour rappel, en juillet 2021, la NBB a annoncé le retrait de la banque bangladaise *IFIC Bank*, dont la participation était valorisée 16,7 Mds NPR (137,3 M USD), soit 40,09 % de la capitalisation de

la NBB. Un accord a été conclu début janvier avec le conglomérat local Chaudhary Group, principal actionnaire (51%) de Nabil Bank.

Nabil Bank Limited est la première banque du secteur privé du pays, la troisième banque commerciale en termes d'actifs et la deuxième en termes de valeur nette. Elle détient une part de marché de 5,65 % en termes de dépôts et de 5,54 % de ses avances totales dans le secteur bancaire commercial népalais à la mi-juillet 2020.

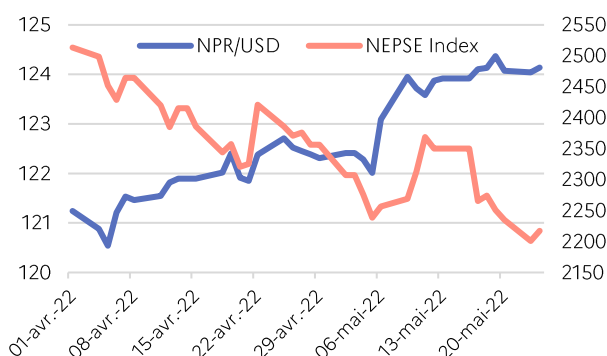
Dépréciation de la roupie népalaise

Dans le sillage de la roupie indienne à laquelle elle est ancrée, la devise népalaise s'est dépréciée depuis le début du mois pour atteindre 123,53 NPR/USD en moyenne entre le 1^{er} et le 24 mai – soit une dépréciation de 1,4% par rapport au mois d'avril (121,85 NPR/USD) – et même atteint un niveau plancher le 19 mai, à 124,44 dans la journée avant de clôturer à 124,37.

Le Népal importe l'intégralité de ses besoins en pétrole et sa consommation a augmenté de près de 82% en glissement annuel au terme des neuf premiers mois de l'exercice en cours, hausse essentiellement imputable à un effet prix. En conséquence, le déficit commercial et le compte courant du Népal se creusent fortement (voir [Brèves d'Asie du Sud n°20](#)), affecte la roupie et aura des conséquences sur l'inflation, structurellement élevée (7,28% au neuvième mois de l'exercice en cours).

Dans le même temps, le principal indice boursier népalais, le NEPSE, a chuté de 4% depuis le début du mois de mai et de 11,8% depuis début avril.

Evolutions du taux de change (échelle de gauche) et de l'indice boursier NEPSE (à droite)



Pakistan

Déplacement du ministre pakistanais du Commerce et de l'Investissement en France

Ce déplacement était le premier d'un ministre pakistanais depuis plusieurs années. Le ministre pakistanais été reçu par son homologue Franck Riester et par une délégation d'entreprises françaises au MEDEF International. Au niveau pakistanais, la visite aura permis d'aborder la question du GSP+ et les opportunités de diversification des exportations pakistanaises en France. Côté français, la visite a permis d'évoquer le sujet des barrières à l'entrée au Pakistan.

Echec du 2^{ème} round de négociations sur la 7^{ème} revue de la facilité élargie de crédit, précédemment à l'annonce d'une augmentation du prix de l'essence

Le FMI avait indiqué que pour pouvoir reprendre les travaux de la 7^{ème} revue de l'EFF (facilité élargie de crédit) là où le gouvernement d'Imran Khan les avait suspendus à la mi-mars, le gouvernement pakistanais devait (i) interrompre les subventions sur les carburants et les produits alimentaires qui avaient été mises en place en mars dernier ; (ii) exposer qu'il s'engageait fermement sur le chemin de la généralisation et de l'augmentation des impôts ; (iii) abandonner le plan d'amnistie d'actes frauduleux vis-à-vis des impôts et d'opérations de blanchiment en cas d'investissements industriels.

Les discussions techniques qui se sont déroulées à Doha pendant une semaine étaient fermées dès le départ du côté pakistanais : (i) la levée des subventions sur les carburants n'était pas annoncée ; (ii) le projet de budget qui n'était qu'à l'état d'ébauche n'était pas encore susceptible d'être présenté à la délégation du FMI.

Au retour de la délégation pakistanaise à Islamabad, afin d'envoyer au FMI le signal de sa volonté de reprendre les pourparlers concernant l'EFF, le ministre des Finances et du Budget a annoncé une augmentation de 30 PKR pour le litre d'essence et du Diesel.

Ebauche de projet de loi de finances 2022/23 fragilisée par les incertitudes concernant l'agenda politique du Pakistan

Un communiqué du ministère des Finances et du Budget annonce que le projet de loi de finances 2022/23 sera présenté à l'Assemblée nationale le vendredi 10 juin 2022. Le ministre des Finances et du Budget annonce un projet de loi de finances pro-pauvres sans expliquer les mesures contenues dans ce mot d'ordre.

Les rares débats rendus publics concernant le budget 2022/23 s'intéressent à la « dette circulaire » de l'énergie. Selon les premières estimations de la Direction du Budget, ce sujet fondamental pour renouer un rapport de confiance avec les investisseurs (sociétés productrices d'électricité privées -IPP- ou sociétés de distribution de carburants de premier rang) s'élèvera à 329 Mds PKR (1,6 Md USD).

Par ailleurs, la Direction du Budget a laissé entendre que le budget de l'Education nationale serait sans doute réduit de moitié (soit 30 Mds PKR d'économies).

Sur le fond, la préparation de la loi de finances est perturbée par la crise politique que traverse le pays. L'ancien Premier ministre Imran Khan en a appelé, au cours de sa « grande marche » sur Islamabad des 25 et 26 mai, à l'actuel gouvernement afin qu'il s'engage d'ici une semaine sur des élections anticipées, au lieu d'élections en octobre 2023. Evidemment, si de telles élections devaient être avancées à la fin de l'été 2022, le principe de sincérité budgétaire aura le plus grand mal à être respecté: côté recettes, on voit mal comment la décision concernant la généralisation des impôts à la source sur les salariés pourra être inscrite dans la Loi de finance; côté dépenses, dans une situation pré-électorale, il apparaît comme probable que les subventions ne soient pas (entièrement) supprimées. On notera à cet égard que la Direction du Budget a annoncé d'emblée que les plafonds budgétaires provisoires concernant l'éventuel maintien des subventions dans les secteurs énergétiques seraient communiqués séparément.

Petroleum State Oil au bord du dépôt de bilan

Les dettes des acheteurs de PSO (*Petroleum State Oil*) et celle de PSO vis-à-vis de ses partenaires locaux et internationaux représentent un peu moins de 1000 Mds PKR (4,9 Mds USD).

Les créances de PSO s'établissent à 591,6 Mds PKR. Compte tenu de cette situation, un officiel a déclaré que PSO -qui détient le monopole d'importation des carburants et du GNL- ne pouvait plus remplir ses obligations d'achats de façon récurrente. *De facto*, les centrales électriques tournent au ralenti et les coupures d'électricité se font de plus en plus fréquentes.

Les structures qui sont les plus endettées vis-à-vis de PSO sont :

1/ La SNPGL le distributeur de gaz pour la région nord du pays qui doit 311 Mds PKR à PSO pour ses achats de GNL auprès du monopole public d'importations.

2/ Les sociétés impliquées dans le secteur électrique (les GENCO et l'agence pour l'achat des énergies des centrales électriques -CPPA- doivent s'acquitter de 177,4 Mds PKR auprès de PSO.

3/ La compagnie aérienne nationale « Pakistan International Airlines » est en défaut de paiement de 23 Mds PKR vis-à-vis de PSO. Sa situation de quasi-faillite illustrée par la suspension de ses vols ne devrait pas rendre possible le paiement de ces dettes.

De son côté l'Etat doit payer 45 Mds PKR à PSO et 24,6 Mds PKR du fait de la détérioration du taux de change entre le dollar et la roupie.

Les dettes de PSO s'établissent quant à elles à 348 Mds PKR.

Pour éviter le dépôt de bilan, PSO doit honorer 306,3 Mds PKR (900 M USD) concernant l'importation de pétrole brut koweïtien ainsi qu'une lettre de crédit afférente à l'importation de GNL.

PSO a une dette cumulée de 41,9 Mds PKR vis-à-vis des raffineurs basés au Pakistan. La plus grosse dette de PSO (6,53 Mds PKR) est à destination de la raffinerie de la société conjointe franco-émiropakistanaise PARCO-Total, nonobstant 9 Mds

PKR dus à l'Etat pakistanais en vertu de différentiels de prix qui lui étaient favorables.

Le Pakistan pourrait devoir dépenser 1,5 Md USD pour compenser les perturbations de l'approvisionnement en blé

Le Pakistan devra dépenser environ 1,5 Md USD pour importer 3 millions de tonnes métriques de céréales afin de combler l'écart entre la demande et l'offre et stabiliser le marché local. Le blé importé coûtera 99,1 PKR par kg et le gouvernement devra supporter une charge financière supplémentaire en subventions, le kilogramme de blé étant vendu à 68 PKR le kg. L'industrie de la minoterie a exhorté le gouvernement à conclure des accords d'importation au plus vite avant que les prix du blé n'augmentent davantage et à commencer à libérer les stocks aux moulins dès que possible pour s'assurer que les prix de la farine restent stables sur le marché local.

Nouvelle hausse du taux directeur de 150 pdb et extension annoncée des 3 Mds USD de dépôts saoudiens à la SBP

Au Conseil de la politique monétaire du 23 mai, le taux directeur a été revu à la hausse de 150 points de base. A Doha, les équipes du FMI se sont félicitées de cette mesure qui allait dans le bon sens.

Le ministre des Finances saoudien a annoncé en marge de Davos que l'extension de l'accord concernant le dépôt de 3 Mds USD à la SBP est acquise. Précédemment, il avait annoncé que cette extension ne pouvait être entreprise que dans le sillage d'un accord général faisant suite à la 7^{ème} revue de l'EFF (la facilité élargie de crédit). On rappellera que le premier accord de prêt saoudien avait été annoncé à la fin octobre 2021.

Sri Lanka

Désignation d'un ministre des Finances et d'un conseiller financier

Le président Gotabaya Rajapaksa a attribué mercredi 26 mai 2022 le portefeuille des finances, de la stabilité économique et des

politiques nationales au premier ministre, Ranil Wickremesinghe. Les ministres sont désormais presque tous nommés, ainsi que les secrétaires des ministères, et la nomination des secrétaires d'Etat devrait intervenir sous peu. Ranil Wickremesinghe devient donc l'interlocuteur désigné du FMI pour les négociations sur un programme et la restructuration de la dette. Celui-ci a déjà annoncé un nouveau budget sous six semaines qui explorera toutes les voies possibles pour accroître les recettes, prévoira de fortes coupes dans les dépenses de l'administration, hors éducation et santé, et une réorientation des fonds pour apporter sur deux ans un soutien aux populations les plus vulnérables. Dans une interview à *Bloomberg*, il révélait que les discussions techniques avec le FMI portaient sur la question du solde primaire d'ici 2025, le FMI soutenant un objectif de 2% tandis que la partie sri lankaise oscillait entre 0 et 1%. Le gouvernement a par ailleurs désigné la banque française Lazard et le cabinet britannique Clifford Chance en tant que conseillers financier et juridique pour le soutenir dans les futures négociations sur la restructuration de la dette.

Pas de reprise des transferts de devises par les travailleurs migrants en avril

Traditionnellement la deuxième source de devises pour le pays (5,5 Mds USD en 2021) après les exportations, les transferts de devises ont entamé une chute progressive depuis l'ancrage sur le dollar décidé à l'été dernier par le précédent gouverneur de la Banque centrale, qui avait créé un écart entre les taux pratiqués sur le marché officiel et le marché parallèle des changes. Le passage à un régime flottant, décidé début mars 2022, avait notamment pour objectif d'en susciter la reprise. Malgré la forte dépréciation de la roupie face au dollar (-45%) depuis lors, et la réduction subséquente de l'écart entre les taux pratiqués sur le marché officiel et le marché parallèle, les transferts de devises ne témoignent pas d'un rattrapage des niveaux caractérisant le S1 2021. Ils atteignent seulement 249 M USD en avril 2022, en recul de 52,0% en glissement annuel et de 21,8% en glissement mensuel (ils atteignaient 318 M USD en mars, -48,0% en g.a.).

Maintien des taux directeurs par la Banque centrale

La Banque centrale a décidé le jeudi 19 mai de maintenir ses taux de refinancement (SLFR) et de rémunération des dépôts (SDFR) à 14,50% et 13,50% respectivement. Le ratio de réserves réglementaires (SRR) reste inchangé, à 4,00%. Bien que l'inflation soit projetée à un niveau toujours élevé à court terme (après 29,8% en avril, le gouverneur a estimé qu'elle pourrait atteindre 40% sous deux mois, tirée notamment par une nouvelle hausse des prix à la pompe de 25 à 40% intervenue cette semaine), la CBSL considère que la hausse des taux (+700pb) décidée début avril et les mesures visant à contrôler la demande joueront leur rôle pour empêcher par la suite une plus forte hausse des prix. Elle est du reste d'avis que la forte hausse des taux d'intérêt sur les nouveaux emprunts (19,36% en moyenne sur la semaine du 9 mai, contre 9,85% fin mars) et la hausse des dépôts suscités par la transmission de la politique monétaire, ses actions pour stabiliser le taux de change (régime de change administré, opérations d'*open market*), les restrictions aux importations et la réduction de la proportion (de 50 à 25%) de ventes obligatoires de leurs devises étrangères (collectées auprès des exportateurs ou via les transferts de devises) par les banques à la Banque centrale contribueront à réduire la pression sur la roupie.

La Banque centrale constate notamment que l'encours de crédit au secteur privé (après correction de l'effet de la dépréciation de la roupie sur les crédits en dollars) a diminué de 18 Mds LKR en mars, première diminution depuis juillet 2020. Elle s'attend aussi à ce que les rendements sur le marché primaire obligataire (au-delà de 24% sur les bons à 1 an, contre 8,5% fin mars) diminuent à moyen terme grâce aux futurs ajustements budgétaires et au rétablissement d'une certaine stabilité politique dans le pays.

Nouvelles mesures de la Banque centrale pour restreindre les importations et soutenir les banques

Le 19 mai, la CBSL a ordonné aux banques commerciales d'exiger auprès des importateurs

un dépôt en espèces non porteur d'intérêts à hauteur de 100 % de la valeur facturée de leurs importations, si ces importations concernent des produits correspondant à 779 lignes tarifaires jugées non-essentielles et sont réglées par encaissement documentaire (documents contre paiement ou documents contre acceptation). L'obligation, qui vise à restreindre les sorties de devises, s'étend pour la National Savings Bank aux importations de ces produits reposant sur une lettre de crédit.

Le 23 mai, la Banque centrale a par ailleurs issu une série de mesures visant à favoriser la liquidité dans le système bancaire, en relâchant certaines contraintes pesant sur les banques commerciales et banques spécialisées agréées: réduction du volant de conservation des fonds propres, possibilité de changer de méthode de calcul pour les exigences de fonds propres au titre du risque opérationnel, étalement possible jusqu'au T2 2024 des pertes résultant de la révision de la politique monétaire sur la juste valeur des obligations d'Etat et flexibilité sur l'inclusion du cumul des autres éléments du résultat global dans l'optique du calcul du ratio d'adéquation des fonds propres, possibilité de réduire le ratio de liquidité à court terme et le ratio structurel de liquidités à long terme jusqu'à 90% jusqu'à fin septembre 2022, délai supplémentaire d'un an pour atteindre les exigences renforcées en matière de capital minimum prévues initialement pour fin 2022.

Financements-relais et soutiens bilatéraux

La Banque mondiale a annoncé 400 M USD (sur 600 M USD annoncés) de financements réaffectés depuis des projets existants afin de soutenir Sri Lanka dans le cadre de son *Economic Crisis Response Package*. La Banque mondiale, la BAsD, qui explore aussi de son côté les possibilités de réallocation de financements, et l'AIIB, ont décidé de coopérer pour coordonner leur aide au pays. Ce soutien servira notamment à financer des transferts d'argent aux populations les plus vulnérables, des produits médicaux ou encore des fertilisants.

Sri Lanka a par ailleurs récemment reçu des dons de médicaments à hauteur de 300 000 EUR de la part de la France, tandis que le Japon (via

l'UNICEF) et l'OMS se sont respectivement engagés à livrer des médicaments pour une valeur de 1,5 M USD et 2 M USD. Le pays a aussi reçu les premières livraisons prévues dans le cadre d'une assistance humanitaire de 16 M USD

(riz, poudre de lait, médicaments et équipements médicaux) offerte par le gouvernement du Tamil Nadu, et aurait sollicité deux nouvelles lignes de crédit pétrolières de 500 M USD chacune auprès de la Chine et de l'Inde.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB-	Stable	BBB-	Négative	A4	B
Bangladesh	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
Pakistan	B3	Négative	B	Positive	B-	Stable	D	D
Sri Lanka	Ca	Stable	CC	Négative	C	-	D	B
Maldives	Caa1	Stable	-	-	B-	Stable	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international